

Pour un réarmement laïque et démocratique

1 .Dimanche 7 juillet : sauvons notre École !

https://www.cafepedagogique.net/2024/07/02/dimanche-7-juillet-sauvons-notre-ecole/?utm_campaign=Lexpresso_02-07-2024_1&utm_medium=email&utm_source=Expresso

« Comment concevoir l'instrumentalisation des consciences de notre jeunesse avec des manuels et des programmes scolaires « labellisés », uniformisés par les politiques pour mieux étouffer toute capacité d'esprit critique et d'émancipation ? Comment vivre le cauchemar du retour de l'examen d'entrée en 6e à l'entrée du CM2 ? Comment accepter l'orientation des élèves par l'échec dès la classe de 5^e ? Que deviendraient les élèves des réseaux d'éducation prioritaire qui seraient supprimés ? Quel serait l'avenir de ces élèves « perturbateurs » regroupés dans des centres spécialisés » sont autant de questions que pose Yannick Trigance dans cette tribune. Parce que le Rassemblement Nationale au pouvoir, c'est tout cela avec l'autoritarisme, le racisme et la LGBTQphobie en plus...

Pour un Président de la République qui prétendait à lui seul incarner le barrage face à l'extrême droite, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'échec est à la fois dramatique et surtout lourd de conséquences pour la France.

Au lendemain d'un premier tour d'élections législatives qui a vu un sursaut démocratique sans précédent en matière de participation - 65.8% soit près de 20 points de plus qu'aux législatives de 2022 -, l'extrême droite est bel et bien aux portes du pouvoir avec plus de 33.5% des suffrages et quelque 12 millions de voix - quasiment le double de ses voix obtenues au premier tour des législatives de 2022 - devançant le Nouveau Front populaire qui réalise 28.1% et reléguant le camp présidentiel en troisième position à 20.7%.

En droit d'espérer entre 230 à 280 sièges à l'issue du second tour, l'extrême droite est toute proche de la majorité absolue qu'elle pourrait obtenir dans un jeu d'alliance.

C'est pourquoi, face à cette menace sans précédent, aucun candidat ne devrait se maintenir dès lors qu'un risque existe de faire élire un candidat d'extrême droite.

Car comment imaginer que le 8 juillet l'Éducation nationale puisse être dirigée par un responsable d'extrême droite ?

Comment assister impuissant à la suppression du droit du sol - qui existe depuis le 16e siècle - remplacé par un droit du sang qui stigmatiserait des milliers d'élèves et les exclurait des bancs de notre école publique ?

Comment concevoir l'instrumentalisation des consciences de notre jeunesse avec des manuels et des programmes scolaires « labellisés », uniformisés par les politiques pour mieux étouffer toute capacité d'esprit critique et d'émancipation ?

Comment vivre le cauchemar du retour de l'examen d'entrée en 6e à l'entrée du CM2, mesure passéiste génératrice d'un

tri social particulièrement sévère lorsque l'on sait qu'à l'issue du CM2, 45% d'enfants de parent inactifs sont en difficultés contre 26% d'enfants d'ouvriers et 5% d'enfants de cadres ?

Comment accepter l'orientation des élèves par l'échec dès la classe de 5e, véritable mise à mort du collège unique au profit d'un collège « modulable » fondé sur la sélection, le séparatisme et le tri social au détriment des plus fragiles et des plus défavorisés ?

Que deviendraient les élèves des réseaux d'éducation prioritaire qui seraient supprimés dans des quartiers cumulant les difficultés où 34% des collèges ont au moins 60% d'élèves issus de milieux défavorisés et où seulement 32% des élèves ont des notes supérieures à 10/20 aux épreuves du Diplôme National du Brevet ?

Quel serait l'avenir de ces élèves « perturbateurs » regroupés dans des centres spécialisés après être passés dans des conseils de discipline -également mis en place dès l'école élémentaire- « sans possibilité de retour vers un établissement normal », véritable société de la partition qui tournerait le dos au travail de prévention, d'accompagnement, de traitement des difficultés, sans aucune perspective d'avenir ?

Comment accepter que la formation des enseignants - aussi imparfaite soit-elle- dans les instituts nationaux supérieurs du professorat de l'éducation soit balayée pour n'être réduite qu'à une formation « sur le tas » dispensée par « des pairs expérimentés dûment rémunérés en contrepartie, au sein des établissements scolaires » ?

Oui : **l'enjeu du vote de ce dimanche 7 juillet est historique.**

Il s'agit de choisir en conscience le type de société que nous voulons pour aujourd'hui et pour demain, pour les générations présentes et à venir.

Il s'agit d'écartier le risque d'une école réduite à un lieu de sanction, une machine à broyer les élèves et les enseignants, une machine à trier, à exclure, à discriminer et à abandonner les plus fragiles dans le fossé, une machine autoritariste qui placerait nos enseignants sous une tutelle idéologique nationaliste.

Une école aux antipodes des principes démocratiques et des valeurs de notre école de la République.

Alors dimanche 7 juillet, rassemblons les démocrates, les humanistes et les progressistes qui croient encore en une école juste pour tous, exigeante pour chacun, une école de la République garante de la liberté de conscience, de l'altérité et de l'émancipation.

Oui, dimanche 7 juillet, votons !

Yannick TRIGANCE
Conseiller régional Île-de-France

2. FSU : Faire front pour battre l'extrême droite

Pour la FSU, le Rassemblement national en tête du premier tour des élections législatives, c'est « le résultat de décennies de politiques libérales créatrices d'inégalités, de souffrances sociales, de repli sur soi, comme de la banalisation des idées d'extrême droite ». « Ce processus a été parachevé par une

décision irresponsable de dissolution de l'Assemblée nationale prise par Emmanuel Macron. Pour la FSU, l'extrême droite ne doit pas arriver au pouvoir. Les mesures qu'elle compte appliquer font peser de lourdes menaces immédiates sur la vie quotidienne de millions de personnes, notamment les femmes, les binationaux, les minorités, les personnes privées d'emplois mais aussi sur les services publics, les organisations du mouvement social et leurs militant.es et notre démocratie. Cette perspective peut et doit être évitée à tout prix.

Battre l'extrême droite c'est aussi faire reculer le fatalisme face au libéralisme et les errements moraux entendus dans de trop nombreux discours politiques ces dernières années. Ceci a conduit la FSU, en toute indépendance syndicale, à considérer que le programme porté par le Nouveau Front Populaire était à même d'engager la réponse aux revendications et de rompre avec les politiques néolibérales qui font le lit de l'extrême droite. Cet objectif structure la volonté permanente de la FSU de construire les mobilisations des personnels pour défendre et porter haut les revendications de revalorisation et de reconnaissance des métiers de la Fonction publique, de la préservation de leur sens au service de l'intérêt général et d'un renforcement des services publics ».

« Partout où le RN est en position de l'emporter, la FSU appelle à adopter cette seule mesure d'urgence possible : faire front, voter pour lui barrer la route et l'empêcher d'obtenir une majorité à l'Assemblée ! » écrit l'organisation syndicale. « Pour la FSU, aucun accommodement avec l'extrême droite, aucune banalisation de l'élection d'un-e député-e d'extrême droite, ne sont envisageables. Les partis politiques doivent faire le choix du retrait de toutes les candidatures qui seraient donc les moins bien placées pour battre l'extrême droite et ses alliés ou qui favoriseraient son accès au pouvoir. Celles et ceux qui seraient ainsi le marchepied de l'extrême droite vers le pouvoir, y compris dans de telles circonstances, seraient également comptables de la politique raciste et libérale menée ensuite.

Enfin, la FSU souligne l'importance de construire rapidement, au-delà du moment électoral et de l'urgence à battre l'extrême droite et ses alliés dans les urnes, une perspective politique à même de répondre aux attentes sociales et aux revendications des organisations syndicales. L'enjeu : défaire le Rassemblement national et porter une alternative sociale pour redonner de l'espoir ».

Par Café pédagogique 2 juillet 2024

3. Cfdt éducation : Barrons la route du pouvoir à l'extrême droite

« Les résultats du premier tour des élections législatives confirment un danger que nous redoutions : l'extrême droite n'a jamais été aussi près d'accéder au pouvoir », écrit le syndicat dans un communiqué de presse.

« La CFDT ne se résigne pas à cette perspective dangereuse pour les citoyennes et les citoyens, pour les travailleurs et les travailleuses. Elle demande à toutes celles et tous ceux qui sont attachés aux fondements de notre république — la liberté, l'égalité la fraternité — de se mobiliser dimanche 7 juillet. La CFDT appelle, partout où un.e candidat.e d'extrême droite est présent.e, à voter pour le candidat en face le mieux placé pour l'emporter. Quelle que soit sa formation politique. Dans les autres circonscriptions, la CFDT ne donne pas de consigne de vote.

Le projet de l'extrême droite est un projet de société fondé sur l'inégalité de droits entre les citoyens, sur l'exclusion et la discrimination, sur le repli national. Il est complètement à l'opposé de notre vision de la société et des valeurs que défend la CFDT : l'émancipation individuelle et collective, la liberté (de la presse, de la justice, des syndicats...), la solidarité dans le respect de toutes les différences

d'origine, de nationalité, de confessions religieuses, de genre et d'opinion ».

Par Café pédagogique 2 juillet 202

4. UNSA éducation : Mobilisons-nous contre l'Extrême Droite

Pour l'UNSA Éducation, « un seul mot d'ordre : faire barrage au Rassemblement National, dont les propositions sont en totale contradiction avec les valeurs de solidarité et de progrès que nous défendons ».

« Les volte-face du RN ces derniers jours et l'expression de ses candidat.es en lice ont permis, une fois de plus, de montrer combien l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite serait un recul démocratique, social et écologique pour notre pays » écrit la fédération syndicale dans un communiqué.

« Dans tous les moments cruciaux de notre histoire, notre fédération a fait entendre sa voix pour réaffirmer son attachement aux droits et aux libertés républicaines et démocratiques. Cette semaine, et jusqu'au dimanche 7 juillet, nous vivons un de ces moments historiques. La France est face à un choix décisif de modèle de société pour sa jeunesse et pour son système éducatif et universitaire.

Les droits sociaux que nous avons conquis, les services publics que nous avons construits, les libertés fondamentales dont nous sommes si fiers, tout ce qui fait la place de la France dans le monde serait mis en péril par un gouvernement d'extrême droite. La vision de la jeunesse que porte le Rassemblement National, fondée sur la méfiance, la rigidité et l'orientation précoce des destins, s'oppose en tout point à l'ambition que nous portons pour une éducation émancipatrice, épanouissante et citoyenne ».

« Un sursaut est encore possible. Le pire n'est pas écrit. Il ne dépend pas que de nous pour l'empêcher » conclut l'organisation. **« L'UNSA Éducation agira donc, avec les partenaires qui partagent ces convictions, pour mobiliser les personnels que nous représentons autour du projet de société que nous portons, aux antipodes des discours populistes et clivants. Ensemble, nous devons nous rassembler pour préserver notre République ».**

Par Café pédagogique 2 juillet 2024

5. SUD éducation : l'extrême droite ne doit jamais arriver au pouvoir

« Nous partageons, suite au résultat du premier tour des élections législatives, l'émotion des milliers de personnels de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de tou-t-es celles et ceux qui ont la démocratie et le progrès social au cœur » écrit le syndicat SUD éducation dans un communiqué.

« Les résultats du 1er tour confirment l'ancrage massif du Rassemblement national et le danger réel de l'extrême droite au pouvoir puisqu'elle sera présente via des candidat-es RN et alli-es Les Républicains ! dans 443 circonscriptions au second tour. Les candidat-es macronistes sont largement sanctionné-es pour leur soutien à la politique antisociale et autoritaire du gouvernement et de Macron. La coalition de gauche, soutenue par le mouvement social et SUD éducation, incarne un sursaut dans cette déflagration avec une qualification au second tour dans 413 circonscriptions. Ce sursaut a été réalisé par l'unité que réclamait les travailleur·euses et la jeunesse.

Pourtant l'extrême droite est un danger pour la démocratie et pour les libertés publiques. Le RN a construit son programme sur la peur et la haine des personnes racisées et notamment, des personnes musulmanes, des personnes LGBTQIA+, des personnes précaires mais aussi sur une vision rétrograde de la place des femmes. Son programme conduit à un recul des libertés et des droits mais aussi à une société toujours plus violente et à une aggravation de la crise écologique. Son programme n'améliorera en rien nos conditions de travail et nos rémunérations. L'école publique et l'enseignement supérieur ne se remettront pas de l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national.

Face à ce projet réactionnaire, le Nouveau Front populaire reprend une large part de nos revendications pour l'école, à commencer par la baisse du nombre d'élèves par classe, l'abrogation du Choc des Savoirs et la titularisation des personnels AESH.

Il n'y aucune résignation à SUD éducation, notre combativité reste pleine et entière : SUD éducation appelle tou·tes les personnels à se mobiliser massivement pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir ».

Pour le syndicat, « l'heure est à la mobilisation générale, chaque voix compte ».

« SUD éducation appelle tou·tes les personnels à porter la discussion toute la semaine sur leur lieu de travail afin que tou·tes aient bien conscience de la gravité des enjeux. Pour cela, SUD éducation met à disposition des personnels des fiches argumentaires pour alerter sur le programme du Rassemblement national.

SUD éducation appelle les personnels à participer aux mobilisations unitaires qui ont lieu dans les départements : manifestations, rassemblements, diffusions de tracts...

Plus que jamais, c'est le moment pour les personnels de se syndiquer en masse pour défendre les droits des

personnels, les libertés publiques et le service public d'éducation.

Enfin, SUD éducation appelle à voter massivement pour battre l'extrême droite et ses alliances dans les circonscriptions : pas une voix, pas une circonscription aux mains de l'extrême droite ! »

Par Café pédagogique2 juillet 2024
